

Mercredi 14 novembre 2007

## **Budget de la Défense 2008**

### **Intervention de Jean-Michel BOUCHERON**

**Député d'Ille et Vilaine**

**Rapporteur du Budget de la Défense à la Commission des Affaires Etrangères**

**Monsieur le Président,**

**Monsieur le Ministre,**

**Mes chers collègues,**

Chacun sait que ce budget est un budget de transition, déjà les pensées de chacun d'entre nous se tournent vers le futur.

En effet nous sommes à la fin d'une loi de programmation militaire, qui a été financée, mais qui n'a connu aucune révision d'orientation.

Un Livre Blanc, s'annonce. Est-ce la bonne méthode ?

Une pensée redéfinie tous les quinze ans, et des lois de programmation à forte rigidité, qui se succèdent tous les cinq ans. Je crois que, pour une fois, nous pourrions nous inspirer de nos amis britanniques et américains, qui, avec leur « Stratégic Defence Review », réadaptent leurs analyses et leur pensée tous les quatre ans.

Il me semble que la bonne formule serait d'avoir une loi de programmation militaire glissante sur cinq ans, révisée tous les trois ans.

Je laisserai le débat dans l'hémicycle, éclairer certains aspects financiers de ce budget. Pourquoi aux 2% du PIB souhaité par le président répond le 1,61% (référence OTAN) du Gouvernement. Quels seront les 3000 emplois supprimés ? Pourquoi un effort de recherche d'un niveau encore trop faible ? Pourquoi une diminution de réserve des opérations extérieures par rapport à 2006, alors que je ne vois aucun allègement prévisible du dispositif.

Ces quelques questionnements Monsieur le Ministre ne font pas de votre budget un mauvais budget, mais vous conviendrez que la Commission des Affaires Etrangères,

s'intéresse d'abord aux menaces, aux défis et aux dangers qui font le contexte de notre Défense d'aujourd'hui.

Les menaces :

Le terrorisme. Rappelons deux évidences : il ne sera vaincu que par la communauté musulmane elle-même et non par l'occident et il ne sera pas vaincu par des moyens militaires. Il faut cependant nous en protéger, puisque nous en sommes la cible collatérale.

Les défis

Il y a les proliférations. La prolifération nucléaire qui n'est pas imminente, tant qu'elle n'est pas accompagnée d'une prolifération balistique que nous devons savoir détecter. Bien plus dangereuses sont les proliférations biologiques, chimiques, et radiologiques, ce sont les vrais dangers terroristes du futur. Cette dernière nécessitera un élargissement des compétences de l'AIEA.

Il y a les défis technologiques, qui s'appellent l'agression informatique et les progrès réalisés par certains Etats, dans la destruction de satellites susceptible de paralyser nos sociétés.

Il y a enfin les défis financiers. Ces fonds souverains, qui cherchent à capter le capital d'entreprises stratégiques, qui demandent de notre part à la fois une surveillance serrée, et des moyens de Défense. L'Europe par rapport aux Etats-Unis ne dispose d'aucune législation de protection.

L'intelligence économique doit être introduite dans toute notion de défense.

Les dangers : « Ils consisteraient à modifier le positionnement de la France, en l'alignant sur la politique du Président Bush, réduisant le capital de confiance que notre pays a accumulé tout au long de la cinquième République auprès de nombreux peuples.

La Russie :

Pourquoi soutenir la provocation de l'administration américaine visant à installer des systèmes antimissiles à ses portes, poussant celle-ci à renoncer au Traité de réduction de forces conventionnelles en Europe. Notre continent qui vivait paisiblement n'avait pas besoin de cela.

L'Iran :

Pourquoi cette gesticulation à l'heure, où Monsieur Prodi, annonce que l'Italie n'acceptera jamais une agression militaire contre ce pays. Fort peu de parlementaires dans cet hémicycle soutiendraient cette dangereuse aventure. Il est temps de comprendre que Monsieur Amaninedja, ne représente pas plus le peuple Iranien, que Monsieur Bush l'avenir de l'Amérique.

L'Otan :

Messieurs Mitterrand et Chirac, ont pu se rapprocher de l'Otan parce que leur politique étrangère était lisiblement indépendante. Personne dans le monde ne risquait de mal interpréter ce rapprochement. Ils avaient les avantages sans les inconvénients. Mais à

partir du moment où il y a la fois rapprochement avec Washington, et avec l'Otan, nous risquons d'avoir les inconvénients sans les avantages. La politique de Monsieur Blair a été une impasse, la langue de bois des armes de destruction massives iraniennes nous rappellent le scénario précédent : la sottise de l'intervention en Irak.

Après les menaces, les défis, les dangers. Qu'elles sont donc les voies à emprunter pour l'avenir ?

Cinq principes me semblent s'imposer :

Premièrement la Globalisation de la Sécurité.

Globalisation géographique, il n'y a plus de distinction à faire entre sécurité intérieure et extérieure. Le terrorisme impose cette continuité comme celle de la continuité sécurité militaire, sécurité civile. Il n'y a plus de frontières aux menaces.

Il nous faut donc plus de Défense civile. Pourquoi ne pas se doter d'un Etat Major de la Défense Civile ou de la Sécurité du Territoire ?

Dans cette logique, il manque un nouveau cadre juridique à Vigipirate, de façon à passer de l'image de plus de sécurité, à une réalité de plus de sécurité.

Enfin une réforme de la gendarmerie s'imposera, car il nous manque un corps intermédiaire entre la police et des moyens militaires susceptibles d'intervenir lors d'agressions terroristes graves sur notre territoire.

Deuxièmement la primauté du renseignement.

Il est clair que la lutte contre le terrorisme, contre les proliférations, passent par un renforcement de nos capacités autonomes de renseignement. C'est une priorité transversale, globalisée, qui lie le géopolitique, le militaire, le policier, l'économique, le cybernétique, et le financier. Là plus qu'ailleurs la Globalisation est nécessaire, nous ne pouvons plus nous contenter d'une simple coordination des services.

L'idée d'un Conseil National de Sécurité a été lancée. Personnellement j'y suis très favorable. Conseil de Défense, SGDN, Comité Interministériel de Renseignement, méritent une fusion. Et chacun sait, que l'échange d'information entre les services intérieurs et extérieurs ne se fait pleinement qu'au niveau le plus haut, c'est à dire à celui du Président de la République.

Troisièmement : L'interarmisation et la rationalisation.

L'interarmisation doit être une priorité absolue, économique et opérationnelle. On se demande encore pourquoi, les uniformes sont différents au-delà de la troisième étoile. Fusionner les redondances peut économiser un milliard d'euros par an.

Quant à la rationalisation, la Défense ne peut plus être un outil d'aménagement du territoire, ou de redressement d'entreprises en difficulté, sauf à augmenter le budget de 50%. Il faut choisir.

Quatrièmement : L'Europe.

Celle-ci doit sortir de cette malédiction : ceux qui veulent l'Europe, n'ont pas d'argent, et ceux qui ont l'argent ne veulent pas d'Europe de la Défense. Un nouveau Saint Malo est techniquement possible, mais qu'elle curieuse idée de vouloir soumettre l'Europe de la Défense à une bénédiction américaine. Le transport stratégique, l'espace, et les systèmes d'alerte avancée sont les moyens que l'Europe pourrait assez facilement mutualiser.

Cinquièmement : L'autonomie technologique.

L'effort spatial est nécessaire à notre autonomie de renseignement et de commandement. Mais surtout l'alerte avancée à la menace balistique, et la capacité de rétorsion permettront d'éviter la gabegie, d'une participation à la chimérique Défense Antimissile que nous propose l'industrie américaine.

Le second porte-avion n'est pas contournable, mais c'est en matière de drones qu'il faudra rattraper notre incompréhensible retard. En attendant, nous pourrions acheter sur étagère parmi les vingt-cinq modèles israéliens disponibles.

La dissuasion devra continuer à conjuguer adaptation aux nouvelles menaces et doctrines de non emploi.

Nos forces spéciales devront disposer de certains matériels qui leur manquent actuellement, et un véritable centre de lutte contre le cyber-terrorisme devra coordonner nos moyens.

En fait, Monsieur le Ministre, et je sais que c'est votre ambition, il s'agit de transférer les investissements de la haute intensité vers le conflit asymétrique. Il faut se protéger des dangers du futur et non du passé.

Dans cette logique vous recueillerez notre consentement.

Il n'y a pas de Défense de gauche ou de Défense de droite, il y a la sécurité des Français, la liberté de la France, et son rayonnement au service de la Concorde.

Monsieur le Ministre, vous avez le soutien de notre Commission des Affaires Etrangères.